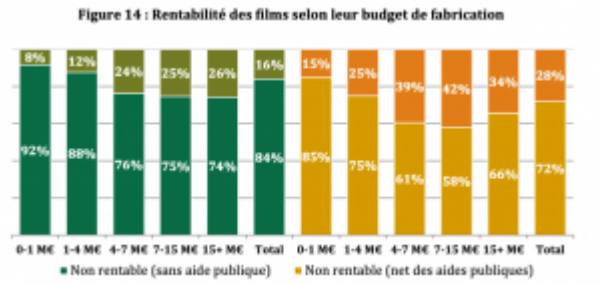
300 films produits par an, la moitié sous les 20 000 entrées – le rapport IGF dévoile la faillite chiffrée du cinéma français subventionné

15/10/2025 à 23h49



> *Paru dans l'indifférence l'année dernière, un rapport de l'Inspection Générale des Finances dresse un portrait sans complaisance du cinéma français – une industrie où l'abondance de subventions a fini par étouffer l'exigence artistique et la logique économique…*
>
> *Ainsi près de… pic.twitter.com/cVgK0t9Fk8*
>
> *— Documentaire et Vérité (@DocuVerite) October 15, 2025*

Derrière les tapis rouges et les discours sur "l'exception culturelle", un rapport de l'Inspection Générale des Finances, passé inaperçu l'an dernier, dresse un constat brutal : l'industrie du cinéma français s'effondre sous le poids de ses propres subventions. Près de **300 longs-métrages sont produits chaque année**, mais **la moitié ne dépasse pas 20 000 entrées**, et **seule une vingtaine franchit le cap du million**. Le rapport tranche : *« Le dispositif d'aides contribue à entretenir un*

niveau de production élevé, parfois déconnecté du public et des capacités de financement du marché. »

Même les films dits “porteurs” échouent : **66 % des productions à plus de 15 millions d’euros sont déficitaires**, malgré le soutien public. L’IGF dévoile un paradoxe glaçant : **plus un film coûte cher, plus il a de chances de perdre de l’argent**. En 2023, les aides publiques cumulées au secteur atteignent **1,2 milliard d’euros**, pour un modèle “unique au monde” où **l’argent public remplace le public tout court**. Derrière la “diversité culturelle”, le rapport voit surtout un système verrouillé – **producteurs agréés, distributeurs subventionnés, chaînes complices**, tous réunis autour de la manne du CNC.

Ce monde clos, décrit comme **“une aristocratie subventionnée”**, se nourrit d’entre-soi : *“les enfants d’acteurs tournent pour les enfants de producteurs, eux-mêmes mariés aux enfants de scénaristes.”* L’audace n’y naît plus du risque artistique, mais de la longueur du dossier de financement. Dans ce **“capitalisme de connivence”** où la rentabilité n’est plus un enjeu, le cinéma français incarne les dérives d’un modèle économique **étatisé, moralisateur et élitiste**. En conclusion, le rapport interroge sans le dire : pour sauver le cinéma français, ne faudrait-il pas **commencer par lui couper les vivres ?**